Dans le débat politique actuel, la décision de l’ONU qui a conduit à la création de l’État d’Israël est souvent qualifiée d’acte post-colonial. Ceci par compassion pour l’Holocauste des années précédentes. Selon ce récit, les victimes étaient les Palestiniens, qui ont été expulsés de leurs terres pour faire place au nouvel État juif. Ces deux affirmations s’avèrent être des mythes qui ne résistent pas à la confrontation avec les faits historiques.

Par Jan Kapusnak [i]

Le soir du 29 novembre 1947, lorsque les résultats du vote de l’Assemblée générale de l’ONU sur la résolution 181 sont tombés sur les ondes, les Juifs de la Terre d’Israël ont envahi les rues. Après des siècles de prières, des décennies d’efforts diplomatiques, l’acquisition de terres et la mise en place de leurs propres institutions, la vision d’un État était à portée de main. La communauté internationale venait de proposer de diviser la Palestine, territoire sous mandat britannique, en deux États – « un arabe et un juif ».

Ce moment d’euphorie a donné naissance à un mythe tenace : l’ONU aurait offert un État aux Juifs sur un plateau d’argent. Dans la rhétorique antisioniste d’aujourd’hui, Israël apparaît comme un poste colonial occidental, prétendument évoqué à New York par un « complot juif » et en jouant la carte de la « compassion pour l’Holocauste » face à un monde culpabilisé – et ces mêmes sionistes ingrats auraient depuis empêché la naissance d’un État arabe.

Généreux en apparence seulement

Ironiquement, ce récit résonne aujourd’hui dans une commémoration spécifique de l’ONU pour le 29 novembre, la « Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien » – un rituel de discours solennels et tristes pleurant l’État arabe « non réalisé », souvent entrecoupés d’allusions antisémites et de blâme unilatéral d’Israël. Lors d’un tel événement, Kofi Annan, alors Secrétaire général, était assis sous une carte sur laquelle Israël n’existait tout simplement pas : toute la zone entre le fleuve et la mer était inscrite comme « Palestine » – l’imagination cartographique des militants palestiniens d’aujourd’hui et une scène qui saisit parfaitement l’esprit de cette journée de solidarité.

Ces récits occultent ce que la résolution a réellement dit – et qui a fait en sorte à l’époque que l’État arabe en question ne voit pas le jour.

L’Assemblée générale n’a pas le pouvoir de créer des États. La résolution 181 recommandait simplement la division du territoire du mandat britannique, dont le fondement était la déclaration Balfour de 1917 – la promesse de soutenir « l’établissement en Palestine d’un foyer national pour le peuple juif » tout en garantissant les droits civils et religieux des communautés non juives.

En 1922, la Société des Nations, prédécesseur de l’ONU, a transposé cette promesse dans le droit international, a reconnu le « lien historique du peuple juif avec la Palestine » et a chargé la Grande-Bretagne de traduire cette promesse dans la réalité – en fait, le début d’un processus de décolonisation.

Le mandat était conçu pour durer jusqu’à ce que ses objectifs soient atteints. Au lieu de cela, la Grande-Bretagne s’est progressivement retirée de ses obligations – en partie en bloquant activement l’émergence d’un État juif – et a perdu la volonté de les faire respecter. En fin de compte, Londres a confié la question palestinienne non résolue aux Nations unies nouvellement créées.

La résolution attribuait environ 56% du territoire à l’État juif prévu, et environ 43% à l’État arabe. Sur le papier, la part juive semblait généreuse ; en réalité, une grande partie était constituée du désert aride du Néguev.

Quelques mois avant le vote, la Commission spéciale des Nations unies pour la Palestine (UNSCOP), composée de onze membres, s’est rendue dans la Palestine mandataire afin de recueillir les faits sur lesquels elle allait fonder ses recommandations. Les frontières qu’il a finalement proposées n’étaient pas le produit d’un « arbitraire colonial », mais suivaient judicieusement une réalité démographique et économique préexistante.

Au cours des décennies précédentes, les sionistes avaient créé des institutions étatiques, fondé des villes et des kibboutzim, construit des routes et des ports. La colonisation juive ne s’est pas faite par l’expropriation des biens arabes, mais par l’acquisition de terres et la récupération de zones qui étaient auparavant des marécages ou des terres incultes. Des campagnes scientifiques contre le paludisme ont transformé les marais de la côte, de la vallée de Jizreel et de certaines parties de la Galilée en terres agricoles et de colonisation – un aimant non seulement pour les immigrants juifs, mais aussi pour les immigrants arabes. L’UNSCOP a réuni ces zones contiguës en une seule unité territoriale, ce qui est devenu la base de l’État juif.

Résolution comme compromis

Les dirigeants arabes ont boycotté l’UNSCOP, affirmant que ses membres s’étaient engagés avant leur arrivée. Cette accusation était sans fondement. Le délégué néerlandais Nicolas Blom – dont la position pro-arabe avait été influencée par la domination néerlandaise sur l’Indonésie musulmane – s’est opposé à la partition presque jusqu’au bout et n’a changé d’avis qu’après avoir voyagé dans le pays et constaté que la communauté sioniste était moderne, bien organisée et clairement capable de porter un État.

Le diplomate iranien Nasrollah Entezam, lui aussi revendiqué comme antisioniste, a quitté un kibboutz dans le Néguev en disant : « Quels ânes sont les Arabes ! La terre est si belle et on peut la développer. Si on le donnait aux Juifs, ils en feraient l’Europe ». Sa remarque implacable a mis en évidence à quel point la carte de 1947 suivait le travail qui y était investi.

L’ONU a réussi à dessiner une carte, mais elle n’a pas pu imposer la partition ; cela dépendait des acteurs sur le terrain. Après de douloureux débats internes, les dirigeants sionistes acceptèrent la résolution comme un compromis : Jérusalem devait être placée sous un régime international, de nombreux territoires historiques de Judée et de Samarie devaient être attribués à l’État arabe – et pourtant, cela restait le seul moyen d’obtenir une souveraineté reconnue. Après le vote, David Ben Gourion, fondateur de l’État et premier Premier ministre, a parlé du « plus grand succès du peuple juif dans sa longue histoire depuis qu’il est devenu un peuple ».

Les dirigeants arabes, en revanche, ont rejeté le plan en bloc. Le Haut Comité arabe en Palestine a rejeté tout règlement reconnaissant un État juif, aussi petit soit-il, et a annoncé qu’il empêcherait l’application de la résolution « par tous les moyens nécessaires ». C’était un schéma bien connu : ils avaient déjà rejeté des plans de partage antérieurs, comme le plan Peel de 1937, et ils devaient également rejeter les offres ultérieures. Pour eux, le problème ne résidait pas dans les frontières, mais dans la simple existence d’un État juif. Abdel Rahman Azzam, secrétaire général de la Ligue arabe, a averti que sa création signifierait « une guerre d’extermination et un immense massacre dont on parlera comme des massacres des Mongols et des croisades ».

Les événements sur le terrain ont immédiatement confirmé ces menaces. Dès le lendemain, le 30 novembre 1947, des terroristes arabes attaquèrent deux bus juifs

près de Kfar Sirkin et tuèrent sept passagers, ce qui fut largement considéré comme le prélude à la guerre civile de 1947/48 en Palestine sous mandat britannique. Le pays sombra dans des combats brutaux entre le Yichouv juif et les milices arabes, tandis que les troupes britanniques, déjà en retraite, n’intervenaient presque plus.

Les estimations de Washington à l’époque étaient loin d’être optimistes. Un rapport de la CIA intitulé « The Consequences of the Partition of Palestine », daté du 28 novembre 1947 – un jour avant le vote -, prévoyait des affrontements armés et avertissait que dans une guerre d’usure prolongée, « les Juifs ne pourraient pas résister plus de deux ans », à moins d’un soutien extérieur massif. Les doutes sur la capacité d’un État juif à résister à une attaque arabe coordonnée étaient grands.

Quelques mois plus tard, ce scénario a été mis à l’épreuve. Le 14 mai 1948, à la fin du mandat britannique, Ben Gourion proclame l’État d’Israël. En quelques heures, les armées égyptienne, transjordanienne, syrienne, libanaise et irakienne ont envahi le pays. La guerre civile s’est transformée en guerre régionale.

Braquage sans stratégie

Le nouvel État s’est battu dans des conditions extrêmement difficiles. Un embargo sur les armes imposé par l’ONU s’appliquait à l’ensemble de la région, mais dans la pratique, il frappait plus durement les Juifs que les États arabes, dont beaucoup disposaient déjà d’armées régulières formées par les Britanniques, avec des structures de commandement organisées et des arsenaux bien remplis. La guerre a été un enchaînement de combats défensifs désespérés. Rien n’était « argenté » dans les circonstances militaires juives.

Et pourtant, cet avantage matériel n’a pas conduit à la victoire arabe, car les agresseurs n’avaient pas de stratégie politico-militaire cohérente. Les armées arabes ne formaient pas une force unifiée, mais une coalition de régimes aux objectifs concurrents, aux rivalités et aux lignes rouges : La Légion arabe de Jordanie, la formation la plus professionnelle, combattait selon ses propres priorités ; l’Egypte menait sa propre campagne dans le sud tout en essayant d’empêcher les gains jordaniens ; la Syrie et l’Irak opéraient sur d’autres fronts avec une coordination limitée. Certains craignaient même un nouvel État arabe comme futur rival.

Pour beaucoup, la guerre était moins motivée par l’État palestinien que par des ambitions territoriales – et tout simplement par l’objectif d’empêcher toute souveraineté juive. Israël, quant à lui, se battait sur des lignes internes avec un seul objectif primordial : la survie.

Si l’ONU n’a pas « donné » un État aux Juifs, il est possible que la Tchécoslovaquie les ait aidés à le conserver. Dans le cadre d’une chaîne d’approvisionnement secrète appelée « Opération Balak », Prague a utilisé son industrie de l’armement et une sympathie pour le sionisme qui existait déjà avant la Seconde Guerre mondiale pour fournir des armes et, de manière cruciale, des avions de chasse Avia S-199, des Messerschmitts modifiés, à un Israël en difficulté.

Derrière ces transactions se cachait une intense diplomatie sioniste : des émissaires de la Haganah se rendaient dans les capitales européennes pour plaider leur cause. Une figure clé était le ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères Jan Masaryk – fils du fondateur de l’État, ami de longue date de la création d’un État juif et lui-même un « oui » à la résolution 181 – qui a même aidé l’émissaire de la Haganah Ehud Avriel à obtenir des papiers de couverture éthiopiens pour que les armes semblent officiellement destinées à Addis Abeba.

La Tchécoslovaquie a également formé des pilotes israéliens, parmi lesquels un jeune Ezer Weizman, futur chef de l’armée de l’air et président de la République. Ce qui a commencé comme une initiative de Prague ne s’est pas produit dans le vide : après le renversement communiste de février 1948, la Tchécoslovaquie était fermement sous l’influence soviétique et des exportations de cette ampleur n’étaient possibles qu’avec l’accord de Moscou. Staline y voyait une opportunité d’affaiblir la Grande-Bretagne au Moyen-Orient, espérait qu’un Israël dirigé par des sionistes ouvriers pencherait vers le camp socialiste, mais craignait en même temps de froisser ouvertement les États arabes.

Pendant un bref instant, l’avenir d’Israël a dépendu de quelques avions d’occasion – et du courage d’un petit État à ignorer les restrictions internationales.

Quartier juif détruit

L’issue de la guerre de 1948/49 reflétait les priorités des deux parties. Du côté israélien, elle était claire : survivre. Israël est sorti de la guerre avec environ un tiers de territoire en plus que ce que l’ONU lui avait initialement attribué, au prix de

quelque 6000 morts, environ un pour cent d’une population d’à peine 600 000 personnes, dont beaucoup venaient d’échapper aux camps d’extermination nazis, et de nombreux autres blessés.

Dans le même temps, la vieille ville de Jérusalem, y compris le Mur des Lamentations et le Mont du Temple, est tombée aux mains de la Légion arabe jordanienne, le quartier juif a été détruit et la majeure partie du territoire prévu pour un État arabe a été attribuée à la Jordanie en Cisjordanie et à l’Égypte dans la bande de Gaza. L’élimination d’un État juif, et non la construction d’un État arabe, correspondait aux intérêts des régimes voisins – un fait qui n’est presque jamais évoqué lors des cérémonies du 29 novembre de l’ONU. Au lieu de cela, on a souvent l’impression qu’Israël doit s’excuser d’avoir accepté la partition et d’avoir osé se battre pour son existence.

Pendant la guerre, dans la certitude d’une victoire rapide, de nombreux dirigeants et médias arabes avaient demandé à la population civile arabe locale de fuir, avec la promesse d’un retour rapide après la défaite d’Israël. Des années plus tard, Khaled al-Azm, Premier ministre de Syrie en 1948, écrivit dans ses mémoires : « Nous . . . les avons encouragés à partir . . . Nous avons précipité plus d’un million de réfugiés arabes à la ruine en leur demandant et en les suppliant de quitter leur pays ».

Cela n’explique pas toute l’histoire des réfugiés – il y a eu aussi de la brutalité, des expulsions et du chaos – mais cela montre comment l’excès de confiance arabe a transformé une « fuite tactique » en un désastre à long terme pour son propre peuple. Celui-ci a ensuite été mythifié sous le nom de Nakba (catastrophe), dans un effort de propagande pour l’assimiler au récit de l’Holocauste et créer ainsi une identité palestinienne.

Mais l’histoire est incomplète sans un autre fait souvent négligé : en 1948, une population arabe considérable est restée à l’intérieur des frontières d’Israël et est devenue citoyenne israélienne – environ un cinquième de la population initiale – et constitue encore aujourd’hui le noyau de la minorité arabe. La déclaration d’indépendance d’Israël, adoptée en pleine guerre, appelait les habitants arabes à « préserver la paix » et promettait « une citoyenneté pleine et égale ».

Malgré les frictions et les plaintes ultérieures, les citoyens arabes votent, créent des partis politiques, siègent à la Knesset, étudient dans les universités israéliennes et utilisent le même système de santé publique – avec des libertés politiques bien plus

grandes et un niveau de vie plus élevé que dans une grande partie de la région. Cette réalité met à mal l’affirmation notoire selon laquelle Israël a été conçu par des sionistes suprématistes comme un projet « pur » sur le plan ethnique ou religieux.

« C’était notre erreur »

Presque miraculeusement, le président de l’Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a qualifié en 2011 le rejet par les Arabes du plan de partage de 1947 d’erreur historique : « C’était notre erreur. C’était une erreur arabe dans son ensemble », a-t-il déclaré – reconnaissant ainsi que les Arabes avaient manqué une occasion de devenir un État aux côtés d’Israël. Pourtant, à ce jour, l’Autorité palestinienne – sans parler du Hamas – refuse de reconnaître Israël comme l’État juif prévu par la résolution 181.

Plus révélateur encore, l’État palestinien est souvent pensé en termes d’exclusion : comme un État dans lequel les Juifs ne devraient pas vivre – ou du moins pas en tant que citoyens jouissant des mêmes droits. Il y a là une asymétrie flagrante que la communauté internationale ignore trop souvent : Israël est régulièrement condamné alors qu’il a intégré une importante minorité arabe en tant que citoyen, alors qu’il n’est pas rare qu’un futur État palestinien soit naturellement supposé être une communauté « sans juifs » – et que cette hypothèse ne soit guère remise en question avec la même urgence morale.

Qu’ont donc réellement donné les Nations unies aux Juifs le 29 novembre 1947 ? Elles ne leur ont donné ni frontières sûres ni sécurité, toutes deux acquises au cours d’une guerre dans laquelle les Juifs ont été pris pour cible dès le matin suivant le vote. Elles ne leur ont pas donné la victoire ; celle-ci a été payée – comme l’a prédit le poète Natan Alterman – par la vie de jeunes femmes et de jeunes hommes, le véritable « disque d’argent ».

La résolution 181 offrait quelque chose de plus modeste, mais de crucial : la légitimité internationale pour un État juif sur la terre d’Israël. Elle a introduit le terme « État juif » dans le langage de l’ONU et a donné une reconnaissance juridique et diplomatique à une revendication que les Juifs avaient formulée pendant des générations. Pendant un bref moment historique, le vocabulaire de l’ONU a coïncidé avec la simple signification du sionisme : l’autodétermination juive – l’aspiration organisée et finalement satisfaite d’un peuple marqué par l’antisémitisme et les pogroms récurrents d’avoir son propre État.

Tout le reste a été accompli par des hommes, et non par les Nations unies – des dirigeants sionistes qui, pendant des années, ont travaillé sur le monde tout en organisant la défense ; des survivants de l’Holocauste qui ont pris les armes quelques semaines après avoir quitté un camp de personnes déplacées ; des femmes qui faisaient passer des armes ; des jeunes en uniformes improvisés qui surveillaient des kibboutzim isolés.

Le mythe selon lequel les Juifs ont reçu Israël sur un plateau d’argent ne fait pas que falsifier l’histoire ; il insulte ceux qui étaient réellement ce plateau d’argent. L’État juif n’existe pas parce qu’il a été accordé aux Juifs en guise de faveur, mais parce que son peuple a payé le prix pour transformer une résolution sur papier en un pays vivant – faisant ainsi du sionisme le mouvement de décolonisation le plus réussi de l’histoire moderne.

Jan Kapusnak est analyste politique et auteur. Il vit à Tel Aviv. Cet article est d’abord paru dans le Neue Zürcher Zeitung